

« Elections, piège à cons » ?

Ce titre volontairement provocant est en lien direct avec le CSA de ce 15 avril où l'essentiel de l'ordre du jour est consacré aux élections professionnelles dans la fonction publique qui visent notamment à renouveler les membres du CSA ministériel Jeunesse et Sports.

Cette dernière mandature a couvert la période de notre absorption par l'Education Nationale rendant explicite ce que nous pressentions au moment de rejoindre cet imposant ministère, à savoir une invisibilisation du champ Jeunesse et Sports, de ses politiques publiques et donc de ses agent-es.

« L'émancipation, elle, commence quand on remet en question l'opposition entre regarder et agir, quand on comprend que les évidences qui structurent ainsi les rapports du dire, du voir et du faire appartiennent elles-mêmes à la structure de la domination et de la sujétion », Le spectateur émancipé, Jacques Rancière.

A cela s'ajoute une conception somme toute très particulière, à l'Education Nationale, du dialogue social, qui se résume à une totale vue de l'esprit. C'est pourquoi nous préférons utiliser les termes de monologue social, qui traduisent mieux la réalité de cet exercice. Notre frustration vient aussi du fait que certaines organisations se complaisent dans ce rôle de marionnettes du monologue social. Or, notre secteur professionnel attend mieux, et a besoin de mieux.

Prenons quelques cas qui illustrent parfaitement l'inconséquence de ce dialogue/monologue social à la sauce éducatif :

- Pour la création du « pôle montagne » (Service national des métiers de l'encadrement du ski et de l'alpinisme (SNMESA)) : **toutes les organisations syndicales votent contre et ce à plusieurs reprises, pourtant le projet voit le jour.**
- En ce qui concerne la mise en place du RIFSEEP pour les PTP JS : **malgré qu'une majorité des élu-es votent contre, la soumission des collègues et le chantage financier sont désormais mis en œuvre.**
- **L'Education Nationale ferme la porte à la demande de la majorité des syndicats, de créer des instances locales de dialogue social dédiées aux services JS.** Cette fin de non recevoir **renforce l'invisibilisation du SP JS et l'absence de prise en compte des besoins spécifiques de ses agent.es.**
- Le refus de l'application des RI aux personnels administratif.ves dans certains services JS, refus totalement arbitraire et discriminant - notamment au SDJES de Gironde, et ce malgré les trop nombreuses sollicitations, audiences, demandes, auprès de l'autorité locale et auprès de la DRGH, et malgré la dénonciation de cette situation ubuesque par toutes les organisations syndicales, lors de plusieurs CSA ou groupes de travail. Absence

totale de dialogue social, poussant aujourd'hui les collègues à porter le dossier au Tribunal Administratif simplement pour faire respecter leur droit, les textes.

C'est ça la vision du dialogue social que nous propose/impose l'Education Nationale.

« Tel est le premier héritage du servage : la peur de la liberté, c'est à dire l'impossibilité de penser que l'on puisse faire naître du temps autre chose que la répétition identique de l'ordre des choses », Au loin la liberté : Essai sur Tchekhov, Jacques Rancière.

Face à cette situation, fidèles à nos mandats, nous espérons que l'avenir pour Jeunesse et Sports s'écrira à distance de l'Education Nationale et nous avons pleinement conscience que les élections professionnelles seront une étape pour y parvenir. Nous savons aussi que plus notre nombre sera grand en CSAm, plus nous pourrons nous opposer aux logiques mortifères de la gouvernance gestionnaire des ministères.

Soyez assuré-es, que nous ne sommes pas résigné-es, nous allons donc lutter dans les instances et en-dehors !



*Des questions,
remarques
ou idées de génie ?*

Contactez-nous

06 86 63 17 91

solidairesjs@net-c.com